

# Le libertaire

## hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un ml. lieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

### ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an..... 6 fr. »  
Six mois..... 3 fr. »  
Trois mois..... 1 fr. 50

### ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne  
La Rédaction à **SILVAIRE**  
L'Administration à **Pierre MARTIN**

### ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an..... 8 fr. »  
Six mois..... 4 fr. »  
Trois mois..... 2 fr. »

## Chez les Instituteurs

On raconte que Jupiter aveugle ceux qu'il veut perdre. Il faut croire qu'il a une fameuse dent contre nos gouvernants, car ces cocos-là ne perdent aucune occasion de nous démontrer jusqu'à quel point leur cécité est complète.

Les instituteurs se réunissent en Congrès. Au cours des débats et pour des raisons qu'il serait fastidieux de rappeler, ils s'occupent d'organiser le *Sou du Soldat*, pour ceux des leurs qui ont le malheur d'être encasernés. Ce fait n'aura probablement pas échappé aux militants qui suivent attentivement toutes les manifestations du mouvement syndical, mais il n'est pas exagéré de dire que la plupart des Français ne s'en étaient pas aperçus. Il se passe tant de choses sous la calotte des cieux !

Nos braves maîtres d'école en auraient donc été réduits à battre eux-mêmes le tambour autour de leur décision, pour lui attirer la sympathie nécessaire si... le gouvernement n'avait veillé.

Heureusement, fidèle à la consigne, le gouvernement veillait. Immédiatement, il inculpa les instituteurs de « haute trahison » et les mit en demeure de dissoudre leurs organisations syndicales, leur faisant ainsi, gratuitement d'ailleurs, la plus belle réclame qu'ils auraient pu rêver.

On n'est pas plus aimable !

Le fait mérite d'autant mieux d'être applaudi qu'il accuse un désintéressement rare. Car, enfin, si les gouvernants sont aveugles, ils n'ont pas perdu le sens au point de croire que ce sont les instituteurs qui vont trinquer dans la bagarre. A défaut d'autre chose, ils ne peuvent ignorer que la persécution se retourne toujours fatalement contre les persécutés.

Primo : les instituteurs déjà syndiqués en seront d'autant plus mécontents. Et, s'il faut en croire les signes « annonciateurs de la tempête », ce n'est pas précisément ce qui — au point de vue gouvernemental — était le plus nécessaire en ce moment.

Secundo : les instituteurs qui n'étaient pas encore syndiqués sentiront immédiatement que la solidarité est une vertu plus que jamais indispensable à ceux qui dépendent, peu ou prou, de l'autorité.

Tertio : l'indignation ne se bornera pas au monde enseignant. Tout ce que la France compte de travailleurs conscients, de caractères droits et d'espérances éclairées se sentira atteint par ce nouvel acte d'arbitraire...

Quand je vous disais que nos gouvernants sont gaffeurs !

Is ne cessent d'amener l'eau à notre moulin !

Combien, en effet, il nous est aisé de faire toucher du doigt ce qu'un gouvernement est néfaste pour les gouvernés. N'est-il pas clair comme le jour que s'il est des gens qui doivent garder leur liberté de penser ce sont bien les instituteurs ?

Ces hommes à qui nous confions ce que nous avons de plus précieux au monde : nos enfants ; qui sont chargés de les instruire et de les éduquer, de former leur esprit et leur conscience, ne doivent-ils pas, par définition, être libérés de toute tutelle ?

Vous, gouvernants, vous les avez eu sous votre influence pendant des années. Vous leur avez donné — ou fait donner — des leçons qui vous semblaient parfaites. Enfin, vous les avez reconnus aptes à enseigner, vous les avez placés dans les écoles, vous les avez reconnus majeurs.

Et, au premier pas qu'ils se permettent en dehors de la voie étroite que vous leur avez tracée, vous surgissez, armés de vos foudres de carton, pour brider leur liberté, pour les domestiquer, pour anéantir leur individualité.

— Vous croyez, comme ça, tout simplement, que les pères de famille resteront indifférents et qu'ils s'inclineront devant votre coup de force sans, pour le moins, y réfléchir ?

Et vous savez si la réflexion du gou-

verné est dangereuse pour celui qui gouverne.

Sans doute, vous avez la force brutale, pour le moment du moins, mais tout a une fin en ce bas monde.

Et votre force se brisera d'autant plus vite entre vos mains, que vous vous en servirez plus maladroitement et plus souvent hors de propos.

Cette nouvelle leçon sera d'autant moins perdue, qu'elle vient après tant d'autres.

Elle confirmera ce que les anarchistes ont toujours soutenu : à savoir que le rôle essentiel, pour ne pas dire unique, des gouvernants, c'est d'empêcher les gouvernés d'agir et même de penser — s'ils en ont l'occasion.

Elle démontrera à tous les instituteurs, même aux plus aveugles, qu'ils n'ont rien à espérer, rien de bon à attendre de ceux que la bourgeoisie a chargés de défendre la société capitaliste.

Pour les uns et pour les autres, elle mettra en lumière cette vérité : que tous les gouvernements se valent, quelle que soit leur étiquette, et qu'ayant le monopole de l'enseignement, possédant seul le droit de pétrir les cerveaux et de modeler les intelligences des nouvelles générations, ce privilège exorbitant accordé à l'Etat devient un réel danger social, un péril presque certain pour l'évolution progressive de l'humanité.

On conçoit très bien que des partis se prévalant du principe d'autorité pour édifier leur idéal tiennent à avoir seuls le droit d'enseigner, d'éduquer, et de former des mentalités correspondant à leurs conceptions autoritaires. Mais nous, libertaires, nous, anarchistes, qui voulons former des individualités pensant par elles-mêmes et concrétisant leurs pensées dans une action personnelle d'abord et collective ensuite, nous devons lutter contre ce droit régalien que s'attribue l'Etat de frapper les cerveaux de nos enfants de son empreinte brutalisante.

Cette leçon, enfin, fera ressortir une fois de plus combien sont solidaires les intérêts de tous les travailleurs, qu'ils soient des manuels ou des intellectuels.

L'autorité ne fait entre eux aucune différence. Peu lui importe la qualité de ceux qu'elle domine : elle ne connaît aucune distinction. Vous êtes de l'autre côté de la barricade, pas de pitié. Hommes, femmes ou enfants ; maçons ou instituteurs, tous vous n'êtes que chair à exploitation, que matière à produire des bénéfices.

Vous, travailleurs de l'usine ou des champs, on a besoin de vos bras pour permettre à vos exploitateurs d'entretenir des catins et de se vautrer dans le vice.

Mais il peut arriver que vous réfléchissiez ; que, courbés sur l'étau ou sur la glèbe, votre conscience s'éveille et que, non contents de refuser le travail, vous alliez jusqu'à vouloir reprendre, même par la force, ce qu'on vous a volé.

Voilà ce qui ne doit pas arriver. Et comme ces « messieurs » de la haute n'ignorent point que leur pouvoir réside uniquement dans votre ignorance, il leur importe de vous empêcher de comprendre.

La religion y réussirait admirablement, mais elle n'est plus de mise, elle a fait son temps. Il s'agit de trouver autre chose.

C'est pourquoi, en dépit de la vérité et du bon sens, on cherche à modeler les cerveaux d'enfants dans les écoles, à en faire des inconscients d'un autre genre, à leur faire avaler de nouvelles bourdes : honneur, patrie, gloire, etc.

Tant que les instituteurs, encore non évolués, se prélaient à cet objet, tout allait bien. Mais voici que les instituteurs se mettent à réfléchir et se rendent compte de l'odieuse de la besogne d'émasculature intellectuelle à laquelle on les a délégués : cela ne leur sera pas pardonné ; on leur fera une guerre sans pitié, surnoise ici, brutale là. On profitera du moindre prétexte pour les

frapper et essayer de les maintenir en esclavage et, par eux, le reste des travailleurs.

Mais comme je le disais au début de cet article, heureusement pour nous les gouvernants sont aveugles et, dans leur âpre désir de gain, ils vont jusqu'à négliger de payer raisonnablement ces camarades dont ils voudraient faire des gardarmes intellectuels. Ils amènent les instituteurs — en dehors de toute question de conscience — à sentir que, même économiquement, nos intérêts de gouvernés sont solidaires.

C'est pourquoi on peut être sûr que forts de leur droit et de l'appui du prolétariat, les instituteurs ne faibliront pas.

Ils savent que l'on ne possède que les libertés que l'on sait conquérir ou que l'on sait défendre. Nos maîtres s'en apercevront.

Et, pour manifester leur énergie, ils n'auront pas besoin de conseils que nous n'avons d'ailleurs guère qualité pour leur donner. Et leur suffira de s'en tenir à cette déclaration qui se trouve aux dernières pages du livre d'histoire qu'ils sont chargés d'enseigner : « Toujours et quand même ! »

Jean de la Meuse.



## On tue toujours à Biribi

Encore une victime des bagnes militaires. A la suite d'une condamnation qu'il venait de purger à Fresnes, le camarade Henri Lacoste fut dirigé par le premier convoi sur le 5<sup>e</sup> bataillon d'infanterie légère, en garnison à Gabès. Appréhendé à l'expiration de sa peine, il fut obligé — à son corps défendant — d'aller accomplir son service militaire dans ce pays maudit. Caractère énergique et indiscipliné, abandonné dès son jeune âge par sa famille et haïssant au fond de lui-même une société qui ne lui avait jamais été élemente ; il fut de suite en butte aux tracasseries et aux mauvais traitements de ses chefs.

Après avoir encouru bon nombre de punitions, Lacoste tenta une première fois de s'évader, mais fut ramené au camp par des Arabes. On l'envoya alors au Maroc — par mesure disciplinaire — malgré ses véhémentes protestations.

Egaré des actes de sauvagerie qu'il voyait chaque jour se commettre sous ses yeux, il essaya une seconde fois de fuir avec trois camarades en s'emparant d'une barque. Les matelots restèrent quatre jours en mer, mourant de soif et de faim et furent encore, cette fois, ramenés par les indigènes qui avaient réussi à les capturer.

Lacoste fut alors envoyé à la compagnie de discipline de Médénine. Affaibli déjà par les jours qu'il avait passés en cellule, la tâche de casseur de pierres à laquelle il était astreint l'acheva en peu de temps.

Dans le courant de juillet dernier, se sentant plus mal que de coutume, il se fit porter malade au travail, et obtint du major — qui exerce les disciplines — la mention : consultation motivée. Contraint de se rendre à la carrière malgré ses souffrances, il demanda aux sergents Taut et Dueroq, de prendre sa température ; elle montait à 39,5°. Bah ! dit l'un des deux gradés, on ne meurt pas pour cela ! Vous êtes un simulateur. Trois jours et trois nuits on le laissa sur une paille exposée à l'ardeur du soleil et à la fraîcheur de la nuit, sans lui prodiger aucun soin. Un camarade lui ayant fait parvenir une bouteille d'eau minérale pour calmer sa soif, un des chouchous la lui arracha des mains.

Le médecin-major de deuxième classe, affecté à la compagnie de discipline de Médénine, de Médénine, s'étant décidé à reconnaître la gravité de son cas, il fut transporté à l'infirmerie où il expirait quinze jours après, faute de soins, le 10 juillet à quatre heures du matin.

Sa sœur qui, seule de sa famille, conservait encore pour son frère des sentiments d'affection, fut prévenue le 10 juillet au soir, par un employé du 18<sup>e</sup> arrondissement qu'Henri Lacoste, chasseur disciplinaire à Médénine, était décédé ce jour, de mort naturelle (il avait succombé, dit-on,

aux suites d'une fièvre typhoïde). Et voilà comment on écrit l'histoire !

Après cela, mères, faites donc des enfants pour les donner en pâture à la férocité de ces alcooliques assassins.

Au moment où l'on descendait le corps dans la fosse, le lieutenant Bablot, commandant le détachement par intérim, se mit à rire cyniquement comme il l'avait fait au passage du cortège.

De pareils gredins ne méritent même pas la balle d'un browning. Ils ne relèvent que de la potence, non sans leur avoir, au

préalable, craché notre mépris au visage.

Quand donc les jeunes gens se rendront-ils compte qu'aller à la caserne pendant deux ans, c'est accepter le rôle de machine à tuer, et risquer de laisser sa peau dans un de ces horribles bagnes militaires.

Robert Lanoff.

P. S. — Ces faits sont corroborés par les témoignages des personnes ci-après : Pascal Colombani, disciplinaire, compagnie de discipline de Médénine ; Maurice Viel, disciplinaire, compagnie de Médénine ; Gusse, entrainement à l'hôpital de Sousse.

## LA BANDE A LIAUTEY

Pour aller « pacifier » le Maroc, on a besoin d'hommes de bonne volonté ou, pour parler plus franchement, de complices nécessaires à tous les brigandages que l'on espère bien commettre.

Pour être embauché, il n'est pas indispensable d'être intelligent ; le contraire serait même préférable : l'instinct sanguinaire et l'absence de scrupules suffisent.

On emploie tous les moyens pour flatter la cupidité et la vanité des malheureux que l'on veut envoyer à l'éballoir. Les promesses ne coûtent rien ; aussi il n'est pas besoin de se gêner.

L'intransigent dit :

« Les hommes qui quitteront de leur plein gré leurs garnisons de la métropole pour aller au Maroc, auront la faculté, comme ceux des troupes coloniales, de rester quinze années au service. Même n'ayant obtenu aucun grade, ils auront droit ensuite à une retraite proportionnée et à tous les bénéfices accordés par la loi de 1905 : emplois réservés dans les administrations gouvernementales ou communales.

« De plus, des concessions gratuites leur seront données au Maroc dans les contrées entièrement pacifiées.

« Cette dernière condition faite déjà antérieurement en Algérie, aux soldats qui prirent part aux combats contre Abd el Kader, donna les meilleurs résultats et fut pour beaucoup dans le développement de la richesse agricole de nos possessions nord-africaines. »

Malgré cette promesse, qui est une véritable prime au brigandage, puis-je elle permet aux pires bandits de se livrer sans frein à leurs passions, les engagements sont rares. C'est tout au plus si l'on a recruté deux volontaires par régiment.

Cependant, s'engager, c'est acquiescer la possibilité de tuer, de piller, de violer, sans crainte de la police correctionnelle. Au contraire, on sera cité à l'ordre du jour, décoré, pensionné...

Ce qui est criminel et honteux pour un civil est glorieux pour un militaire.

Le capitaine Lux, traître en Allemagne, est un héros en France. Les Marocains qui jettent des boulettes de henné sur les guerriers de leur pays pour reconnaître, après la bataille, ceux qui ont fui, sont d'abominables furies. Une Française qui en ferait autant serait glorifiée.

L'acte le plus simple devient héroïque lorsqu'il est accompli par un grand chef. On vante le courage du général Gouraud qui, malgré la chaleur, donne des ordres brefs. Le paysan marocain, qui, malgré la chaleur, défend sa liberté, est un misérable rebelle.

Au contraire de Cartouche et de Mandrin, le général Lyauté ne travaille pas pour son compte ; mais, comme eux, il est obligé de faire des paris de prise de plus en plus fortes et malgré que l'impunité soit assurée, les bandits se font rares. Il faut promettre des hectares et des hectares de terres pour recruter un volontaire.

Le patriotisme s'en va. Si, dans un mouvement spontané, la foule acceptait encore de se lever pour défendre l'intégrité du territoire — comme si les conditions d'existence pouvaient être changées par l'étiquette du gouvernement — elle ne marche plus pour jouer le rôle odieux de conquérant.

Même le soldat d'Afrique devient indifférent lorsqu'on crie devant lui : « Vive la France ! »

Il se bat pour l'argent et non pour l'amour du drapeau ou pour un idéal hypothétique. Au Maroc, son seul désir, sa seule pensée est de savoir si Suzette chante toujours à Casablanca ou si Rosalie n'a pas été enlevée par un officier.

En 1403, il y a plus de cinq siècles, les habitants d'une ville de l'Asie Mineure allaient au-devant de Timur, leur conquérant, implorant sa pitié, le Coran à la main et récitant des prières. « Qu'est-ce que ce bèlement ? » demanda Timur. Et, apprenant que l'on faisait appel à sa générosité, il ordonna à sa cavalerie d'écraser la foule sous le pied des chevaux.

Aujourd'hui, rien n'est changé ; Lyauté suit les traces de ses prédécesseurs, et un correspondant a pu écrire : « Les radio-télégrammes vous ont donné les informations officielles, mais ils ne vous ont pas dit comment ont été brûlés et pillés incontinent plusieurs douars redoutables. »

Il ne faut pas croire que l'engagé volontaire est plus qualifié qu'un autre homme pour porter la civilisation dans un pays neuf ; c'est souvent, au contraire, la lie de la société qui se met au service des puissants du jour. Et tel qui accomplit des hauts faits sur des hommes désarmés, a fait son apprentissage sur les boulevards extérieurs et se conduit lâchement devant le danger.

Les zouaves qui remportèrent la victoire de Négout doivent encore avoir gravé dans leur cerveau « si c'est là le siège de la mémoire », le souvenir de l'accueil que leur firent les flics des réserves, après qu'ils eurent aidé leurs copains d'un jour à triompher de Garnier et de Valet.

S'il y a moins d'engagés, c'est que notre propagande a porté ; c'est que les hommes commencent à se rendre compte qu'ils peuvent faire un meilleur emploi de leur temps qu'à s'entretenir sans savoir pourquoi ni pour quel résultat. Comme le disait Cernald d'Andilly, on ne comprend plus comment des hommes, dont la profession est d'exposer continuellement leur vie, peuvent le faire de bon cœur, lorsqu'ils voient que, dans leurs blessures, on a moins soin d'eux que des chevaux. Ces derniers, étant plus difficiles à remplacer que le bétail humain, sont pansés avec soins.

## IDÉALISME ET RÉALITÉ

En théorie, nous sommes arrivés à une grande somme de perfection.

La barbarie n'est plus qu'un souvenir ; l'homme est civilisé ; la force brutale n'influe pas les relations entre les individus et les peuples ; ceux-ci et ceux-là se dirigent par le droit.

Tous les hommes sont égaux. Le génie n'a pas plus de droits que l'absurdité, laquelle n'a pas plus de devoirs que celui-là.

Libre nait l'homme et libre il reste jusqu'à l'heure de la mort.

Du patrimoine universel, chacun doit prendre son nécessaire, parce qu'ainsi l'équité l'exige.

Tout membre de la grande famille humaine est obligé de procurer le bien-être à ceux de son espèce ; aucun ne doit étudier l'accomplissement de ses devoirs sociaux ; tous doivent travailler dans la mesure de leurs forces pour accroître la richesse commune.

Il ne doit exister ni privilégiés, ni désheurtés, ni tyrans, ni esclaves, ni exploités, ni exploités.



On doit convier les être humains à être libres, cultivés, bons, tous frères, à vivre en paix dans l'harmonie universelle.

Rien d'odieux, d'envieux, d'égoïste ne doit subsister entre les hommes. Seules, les lois de l'amour et de la solidarité doivent être le mobile des actions humaines, afin que naisse la société où hommes et femmes jouiront leur effort pour assurer le bien-être matériel et la plus grande félicité possible. Tel que nous l'avons imaginé, ainsi nous pensons ce que nous voulons.

Mais entre la théorie et la pratique, entre l'idéal et le réel, il y a une différence énorme.

Dans la pratique, nous sommes presque aussi barbares que nos ancêtres ; la civilisation n'est qu'appareille ; elle ne sert qu'à secourir un peu notre sauvagerie. Entre les individus et entre les peuples, la raison suprême qui prime tous les arguments est le recours à la force brutale ; le droit n'existe qu'ainsi que le pose la raison du plus fort.

L'égalité entre les hommes est une fable démocratique ; le riche a tous les droits, le pauvre n'a que des devoirs.

Limébéle chargé de richesses se reconnaît tous les droits qu'il veut ; mais celui qui n'a d'autres biens que son honneur et son talent, personne ne lui rend justice lorsqu'il en a besoin.

La liberté est un mythe ; partout l'homme est esclave ; l'Etat, le capital, l'Eglise le tiennent enchaîné.

Ce qui devrait être le patrimoine commun, c'est-à-dire tous les biens de la terre, a été accaparé par quelques-uns, plongeant la majorité dans la misère.

Peu nombreux sont ceux qui s'occupent du bien-être général ; plus nombreux sont ceux qui n'accomplissent pas leur devoir social ne travaillant que pour leur bien-être individuel, ne s'occupant de leurs semblables que pour en tirer profit.

La tyrannie et l'exploitation de plus en plus puissantes ; les privilégiés ne diminuent pas et les déshérités augmentent de jour en jour d'une façon prodigieuse.

Où sont les hommes libres, cultivés et bons ? Où règnent la paix, la fraternité et l'harmonie humaine ?

Les hommes n'agissent pas entre eux comme des frères, mais comme des ennemis mortels, se haïssant et s'enviant ; ils méconnaissent les lois de l'amour et de la solidarité ; un égoïsme mal entendu élève la muraille qui nous sépare.

Et, en somme, la société est faite de telle façon qu'au lieu de servir les droits de tous, elle est la cause de la misère, des crimes, des guerres et de toutes les calamités qui affligent le genre humain.

Quand viendra donc l'heure où cette horrible réalité disparaîtra et où l'idéal s'incarnera dans la pratique ?  
(Tierra y Libertad.)

José Chueca.

## Instituteurs révolutionnaires

Le Congrès des instituteurs et institutrices syndiqués a eu lieu les 16 et 17 août dernier à Chambéry. Ce congrès a eu assez de retentissement pour que nous en parlions dans le Libérateur.

Deux questions importantes étaient à l'ordre du jour : La Réforme des traitements et la coéducation.

Dans ce qu'il est convenu d'appeler la République 3<sup>e</sup>, des instituteurs pères de famille gagnent 57 sous par jour pendant que sa majesté Fallières seigneur du Loupillon et autres lieux, paie à ne rien faire la modique somme de 1.250.000 frs par an. Si la compagnie de l'instituteur à la malheure de notre, ni institutrice, ni affligée d'une dot, c'est la misère noire. L'éducateur officiel en est réduit à accepter le Secrétariat de mairie, l'emploi de caissier de Caisse d'Epargne, des leçons particulières, etc., pour subvenir aux besoins des siens. Il fait de tout, excepté sa classe que faute de temps, il est contraint de saboter.

Mais tout a une fin, même la résignation des maîtres d'école. S'il est vrai que les gouvernés ont le gouvernement qu'ils méritent, il est non moins vrai que les travailleurs ont le salaire qu'ils méritent. Celui qui vit comme un chien est considéré comme un chien ; par conséquent, encore inférieures même après la révolution. Il ne faut pas cette duperie, et j'ai été heureux de voir un rédacteur de la *Bataille Syndicaliste*, E. Manicé, partager mon idée sur le bulletin de vote : « Si nous voulons la femme avec nous, dit E. Manicé, il faut lui accorder tous nos droits, même les plus illusoire. » Voilà qui est clair et loyal.

D'ailleurs, les militantes féministes sont bien résolues à ne pas se laisser duper par les nombreux journaux qui consacrent un coin de feuille à leur endormir et, même les antivotistes demandent quand même le droit de suffrage féminin au moins pour la forme.

Au congrès féministe de Chambéry, les camarades Pellat-Finet et Marie Guillot ont montré qu'elles ne se laisseraient égarer par aucun sophisme.

Des féministes bourgeoises ont même formulé ce néologisme antipatriotique qui pourrait être signé par les internationalistes masculins : « Nous n'aimons pas notre Patrie tant qu'elle aura pour nous l'injustice d'un patriarcat. » En effet, leur Patrie française leur a dit par la voix de notre grand législateur antiféministe Napoléon : « Il y a quelque chose qui n'est pas français, c'est qu'une femme puisse faire ce que lui plaît. »

Maintenant que nous avons dit tout ce qu'on pouvait dire sur cette question spéciale et un peu mystérieuse du suffrage des femmes, il nous reste à envisager le féminisme au point de vue purement révolutionnaire.

Jusqu'ici, la question féministe avait été très mal posée dans nos milieux et les camarades sont très bien excusables de l'avoir considérée avec indifférence. On n'avait exposé le féminisme que comme une vague amélioration du sort de la femme et il semblait que les hommes n'avaient qu'à y perdre. Le féminisme était vu d'une façon trop subjective — suivant les goûts

### PROPOS D'UN PAYSAN

## VERS LA VICTOIRE FÉMINISTE

De Dubrac, reparti en tournée, je viens de recevoir la missive suivante :

Dans notre dernier entretien, j'ai montré combien je suis peu partisan du bulletin de vote, puisque j'ai dit carrément qu'il n'est d'aucune utilité pour les hommes et que je ne le souhaite aux femmes que pour la forme. Ceci dit une bonne fois pour toutes, je tiens à ajouter certaines précisions pour traiter à fond cette question spéciale et mystérieuse du suffrage féminin.

Je déclare premièrement que le vote des femmes ne pourra rien pour l'amélioration des salaires féminins et qu'à plus forte raison, il ne modifiera pas la situation économique, laquelle ne sera transformée que par l'action directe des syndicats. C'est pour cela que, tout comme vous, je souhaite que les femmes soient en nombre égal aux hommes, non pas dans les boîtes où se faufilent les lois ; Chambre des députés et Sénat, mais dans le Comité Confédéral et dans toutes les fonctions de la C. G. T.

Car pour faire un tout bien harmonisé, il faut des qualités masculines et des qualités féminines qui se complètent et se fortifient les unes les autres. Donc, un Comité Confédéral mixte serait plus complet et par suite plus fort. Cela se réaliserait naturellement lorsque le prolétariat féminin sera organisé, mais d'abord, il faut rendre les femmes conscientes de leur infériorité morale et de l'immense injustice dont elles sont victimes. Et bien ! il n'y a pas de meilleur moyen pour arriver rapidement et instantanément à rendre les femmes conscientes que le suffrage féminin, qui a le grand avantage de ne pas leur inspirer la haine de l'homme qui serait le résultat très probable de l'éducation féministe réduite à elle seule.

D'ailleurs, procédons par expérience et considérons les faits. Dans tous les pays qui ont accordé aux femmes le droit de suffrage, ses effets moraux sont indiscutables dans leur rapidité.

1<sup>o</sup> Il a forcé les femmes à lire les journaux, les affiches, à assister aux réunions, à s'élever jusqu'à la vie publique. L'éducation aurait mis des siècles pour obtenir ce simple résultat.

2<sup>o</sup> Il a forcé les femmes à réfléchir, à classer leurs idées, à s'instruire, à s'organiser.

3<sup>o</sup> Il a hâté l'abolition de la prostitution légale qui met des milliers de femmes hors la loi.

4<sup>o</sup> Il aide puissamment à la disparition de l'alcoolisme et au triomphe du néo-malthusianisme.

Vous voyez donc, père Barbassou, que je néglige les conséquences politiques du suffrage féminin, qui sont illusioires, pour m'occuper exclusivement de ses conséquences morales qui sont réelles.

Je vise le point de vue non pas objectif, mais subjectif, comme diraient les philosophes. Le droit de suffrage accordé aux femmes serait, pour ces incapables, un brevet de capacité qui leur serait décerné devant l'opinion publique devenue attentive et leur donnerait conscience de leur égalité avec les hommes en leur suggérant la force et la volonté nécessaires pour sortir de leur séculaire infériorité.

Alors, mais alors seulement ce sera la victoire féministe, après laquelle les deux sexes réconciliés et unis dans l'égalité, ayant ainsi doublé la force du prolétariat, marcheront ensemble vers une autre victoire — définitive celle-là — la victoire du Travail sur le Capital.

Beaucoup de syndicalistes reconnaissent la nécessité de s'adjoindre ce sera la victoire féministe, après laquelle les deux sexes réconciliés et unis dans l'égalité, ayant ainsi doublé la force du prolétariat, marcheront ensemble vers une autre victoire — définitive celle-là — la victoire du Travail sur le Capital.

Beaucoup de syndicalistes reconnaissent la nécessité de s'adjoindre ce sera la victoire féministe, après laquelle les deux sexes réconciliés et unis dans l'égalité, ayant ainsi doublé la force du prolétariat, marcheront ensemble vers une autre victoire — définitive celle-là — la victoire du Travail sur le Capital.

Beaucoup de syndicalistes reconnaissent la nécessité de s'adjoindre ce sera la victoire féministe, après laquelle les deux sexes réconciliés et unis dans l'égalité, ayant ainsi doublé la force du prolétariat, marcheront ensemble vers une autre victoire — définitive celle-là — la victoire du Travail sur le Capital.

Beaucoup de syndicalistes reconnaissent la nécessité de s'adjoindre ce sera la victoire féministe, après laquelle les deux sexes réconciliés et unis dans l'égalité, ayant ainsi doublé la force du prolétariat, marcheront ensemble vers une autre victoire — définitive celle-là — la victoire du Travail sur le Capital.

Beaucoup de syndicalistes reconnaissent la nécessité de s'adjoindre ce sera la victoire féministe, après laquelle les deux sexes réconciliés et unis dans l'égalité, ayant ainsi doublé la force du prolétariat, marcheront ensemble vers une autre victoire — définitive celle-là — la victoire du Travail sur le Capital.

Beaucoup de syndicalistes reconnaissent la nécessité de s'adjoindre ce sera la victoire féministe, après laquelle les deux sexes réconciliés et unis dans l'égalité, ayant ainsi doublé la force du prolétariat, marcheront ensemble vers une autre victoire — définitive celle-là — la victoire du Travail sur le Capital.

Beaucoup de syndicalistes reconnaissent la nécessité de s'adjoindre ce sera la victoire féministe, après laquelle les deux sexes réconciliés et unis dans l'égalité, ayant ainsi doublé la force du prolétariat, marcheront ensemble vers une autre victoire — définitive celle-là — la victoire du Travail sur le Capital.

Beaucoup de syndicalistes reconnaissent la nécessité de s'adjoindre ce sera la victoire féministe, après laquelle les deux sexes réconciliés et unis dans l'égalité, ayant ainsi doublé la force du prolétariat, marcheront ensemble vers une autre victoire — définitive celle-là — la victoire du Travail sur le Capital.

de chaque sujet — il faut le voir d'une façon plus objective — dans sa réalité extérieure — ce qui montrera que les hommes y gagneront encore plus qu'il n'y perdront.

En effet, quelle est la base de la famille ? L'assujettissement de la femme. Rendez la femme libre, la famille esclavagiste disparaît, l'homme perd une servante, c'est vrai, mais la famille n'est-elle pas la molécule plastique de la société capitaliste ? Sans la famille, il n'y a pas d'héritage possible, pas de propriété individuelle ! Donc, en démarrant la famille on démôlit du même coup la société capitaliste.

Vous voyez, père Barbassou, combien le féminisme serait un puissant auxiliaire pour les révolutionnaires et quel pas immense la victoire féministe fera faire à l'émancipation intégrale du prolétariat des deux sexes.

Jules Dubrac.

Pour copie conforme :  
Le père Barbassou.

## SOURIRES & GRIMACES

Petit billet aigre-doux pour  
M. Victor Mérie.

Malgré les sarcasmes réitérés dont vous accablez si obligeamment « naturalistes et sauvagistes », malgré tout le ridicule — arme que vous maniez assez bien, je le confesse — dont vous vous obstinez à les couvrir, les propagandistes d'une vie plus simple, conforme aux lois naturelles, sans absolutisme cependant, continuant sans désemparer, leur lutte contre une science et une civilisation néfastes autant qu'inesthétiques à tous égards.

Quant au ridicule, ils le dédaignent à l'égard des autres préjugés bourgeois, et s'ils avaient besoin d'un stimulant, vos brocards ne pourraient que les encourager dans la voie plutôt difficileuse en laquelle ils se sont engagés, c'est-à-dire dans le chaos de l'incoscience et de l'ignorance des majorités suivies de messies multicolores.

Mais qu'importe, après tout, que nous méprisiez les manifestations tendant vers une existence un peu plus exempte de surmenages, tant matériels que cérébraux, puisque cette propagande pénètre certains milieux anarchistes, si confus en scientifique autrefois, et en fait réfléchir et discuter bien d'autres...

Et puis, ces tendances de vie simple répandent à certains tempéraments et caractères, ils ont donc leur utilité, leur raison d'être, leur justification, et s'il s'y trouve des sectaires — n'y en a-t-il pas partout ? — il y a des camarades qui ne se cristallisent pas uniquement dans le naturalisme libertaire, mais exercent en même temps à des campagnes de protestations et de défense, à des vulgarisations philosophiques, et enfin à des batailles aussi urgentes que vigoureuses...

Antiséctairement.

Henri Zisly.

## APPEL AUX CAMARADES

Nous faisons rarement appel aux camarades pour nous aider, et pourtant nous avons continuellement besoin de solidarité.

Il y a quelques mois, nous avons lancé 350 listes de souscription, il nous en est rentré à peine un tiers, et avec une moyenne de somme, par liste, qui ne dépassait pas 4 francs, c'est peu.

Que ceux qui détiennent encore des listes se hâtent de nous les retourner, quelle que soit la somme réalisée.

Si le zèle des camarades pour soutenir le Libérateur n'est pas très intense, par contre celui de la justice pour le faire disparaître ne se laisse pas. Nous passons de nouveau en Cot d'assises le 10 septembre. Notre ami Carré est poursuivi pour apologie de faits qualifiés crimes. Nous avons déjà trois des nôtres en prison, il y a des probabilités pour qu'il y en ait sous peu un quatrième.

## LA VISITE D'ALPHONSE XIII

Nous sommes menacés d'une visite du macaque espagnol. L'Alphonse doit venir officiellement à Paris, sitôt le traité franco-espagnol ratifié. C'est ce qui ressort de la note suivante publiée par le *Gaulois* du 25 août :

Il paraît que M. Garcia Prieto a déclaré avant-hier, à notre ambassadeur, M. Geoffray, au cours de la réception diplomatique qui s'est tenue à Saint-Sébastien, que le roi Alphonse XIII avait l'intention de rendre une visite officielle à M. Fallières, dès que le traité franco-espagnol serait signé.

A peine prévenu de ce désir, le gouvernement prépare le terrain : l'ère des expulsions est ouverte et, pour commencer, notre camarade espagnol Angel Fernandez, secrétaire de rédaction de *Brisas Libertarias*, journal anarchiste, publié en langue espagnole, à Marseille, vient de se voir signifier un arrêté d'expulsion, sans que l'on daigne lui fournir aucune explication au sujet de la mesure prise à son égard.

Pour la venue du tourionnaire des anarchistes espagnols, on veut étouffer la pro-

testation des victimes-échappées de ses géolés. Et nos républicains, plats valets du royal maquereau, oubliant l'assassinat de Ferrer, exécutent avec empressement les ordres qui leur sont donnés par les mouchards espagnols.

C'est en vain que par l'expulsion nos gouvernants cherchent à étouffer la voix de nos camarades espagnols. Quand bien même les expulsés on tous que l'on ne ferait pas taire pour cela leur protestation.

Le souvenir des atrocités de Montjuich est encore trop présent à notre mémoire pour que nous permettions au bourreau-espagnol de venir s'exhiber à Paris.

Le peuple de Paris — celui des funérailles d'Aernout — ne voudra pas recevoir Alphonse XIII dont les mains sont encore teintes du sang de son peuple ; il se souviendra que le sinistre dégénéré fit noyer dans le sang la révolte des ouvriers de Barcelone, et lui fera, s'il ose mettre les pieds en France, une réception dont il se souviendra longtemps.

Les cadavres de Montjuich crient vengeance. Les révolutionnaires ne l'oublieront pas.

Ceux qui vibrants d'indignation à l'annonce de l'assassinat de Ferrer, clamèrent violemment leur réprobation, le soir du 13 octobre, devant l'ambassade d'Espagne, se retrouveront sur son passage, et alors, tant pis pour les flagorneurs, tant pis pour lui ; si, dans la foule, prosternée, un homme se lève et agit, vengeant, au mépris de sa vie, les martyrs de Montjuich et de Barcelone.

Apprétons-nous à recevoir avec tous les honneurs qui lui sont dus la canaille royale si elle persiste dans son projet. Déjà nous avons empêché le (petit père) le pendeur de Russie de venir nous insulter par sa présence, nous obligerons bien l'Alphonse XIII à rester chez lui.

Il faut qu'il sache que nous considérons comme le plus sanglant des outrages la présence à Paris de l'assassin de Ferrer.

E. Mainjacque.

## Comité de Défense Sociale

En même temps que l'affiche illustrée, le Comité lance une circulaire invitant les organisations ouvrières à organiser, à la veille du procès Roussel, des meetings dans leurs localités.

Il faut que nous donnions à toutes ces manifestations un caractère important, n'ignorent pas que si une nouvelle condamnation est prononcée, les moyens révolutionnaires seront employés par toute la classe ouvrière et les comités de défense qui, eux, ne se contentent pas de démarches et des courbettes au cabinet des Persil et des Millerand, sachant qu'ils n'obtiendront quelque chose que par la force et par la tactique de l'action directe.

Que nos camarades révolutionnaires se préparent donc à manifester et à exiger que Roussel leur soit rendu.

Nous rappelons que les demandes d'affiches illustrées doivent parvenir avant le 31 août au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry, Paris.

Prix des affiches illustrées : 1, 0 fr. 50 ; 5, 2 fr. 50 ; 10, 5 fr. ; 20, 10 fr. ; 50, 24 fr. ; 100, 47 fr.

Le Secrétaire :  
Thuillier.

Le Comité de Défense sociale organise le départ de son délégué, le camarade Thuillier, accompagné de l'avocat de Roussel, M<sup>re</sup> Berthon. Ces déplacements exigent de grands frais, le Comité de Défense sociale invite tous ceux qui ont à cœur de sortir les héros des bagnes militaires, envoyer des fonds au trésorier Ardouin, 86, rue de Cléry.

Le trésorier a reçu : collecte à la balade champêtre organisée par l'Union du Bourget (versé par Duchanel), 40 fr. 50 ; groupe des cheminots révolutionnaires réunis chez Picoche (versé par Leguass), 5 fr. ; groupe socialiste originaires du Puy-de-Dôme (versé par Bosdure), 22 fr. ; Pillon, 2 fr. ; collecte conférence Joubaux (Trelazé), 7 fr. ; syndicat des métaux (Argenteuil), 25 francs ; les sabotiers de Thénou, 4 fr. ; Union des syndicats des Ardennes (ramis par Fay), 50 fr. ; vente de brochures, réunion Monthermé, 2 fr. ; Mme Tilly, 2 fr. ; Grunaud, 0 fr. 50 ; collecte des ouvriers du bâtiment au chantier Pierre-Larousse, 8 fr. 25 ; Berthe Lemaitre, 2 fr. ; Otizzen, 1 fr. ; Dar-nault, 1 fr. 20 ; Bonnet, 1 fr. ; Arthur, 0 fr. 50 ; réunis par Plessard, liste 815, ouvriers de la maison Farman, 16 fr. 50 ; liste 814, ouvriers de la maison Astra, 4 fr. ; liste 840, ouvriers de la maison Gabron, 20 fr. 50 ; un voyageur anarchiste, 1 fr.

En tout 183 fr. 95 : dépenses, 76 fr. 15 ; en caisse, 2.092 fr. 40.

G. Ardouin.

## Sections de Lyon et de Villeurbanne

Le citoyen Fontaine, ancien trésorier du Comité de Défense Sociale de Villeurbanne, vient d'être exclus de ce Comité. Cette décision a été prise à l'unanimité des membres présents, par les deux Comités de Défense Sociale de Lyon et de Villeurbanne, dans leur réunion du mercredi 21 août.

Ils ont considéré, en effet, qu'en portant devant la justice bourgeoise un fait qui aurait pu avoir une solution entre camarades, le citoyen Fontaine a causé un préjudice notable à son Comité.

Ils ont estimé ensuite, que ses fonctions de conseiller municipal sont incompatibles

avec celle de membre de Comité de Défense Sociale et pour ces motifs ont voté sa radiation. Le citoyen Fontaine invité à s'expliquer n'a pas répondu à la convocation.

Le Comité de Défense Sociale de Lyon, décide à s'opposer de toutes ses forces à l'application, sur les jeunes camarades révolutionnaires de la peine infamante qu'est la loi Berry-Millerand, renouvelle aux organisations lyonnaises, ses appels de solidarité.

Nous croyons qu'aucune ne voudra rester indifférente à notre action. Toutes auront à cœur de prouver la sympathie que leur inspire tout effort vers plus de justice.

Nous attendons qu'elles nous désignent un délégué afin de collaborer ainsi avec nous à l'œuvre de commune émancipation.

Le Comité de Défense Sociale prie en outre les Comités de Défense de la province de se mettre au plus tôt en rapport avec lui pour étudier les moyens pratiques de faire avorter la loi Millerand.

Il leur adressera sous peu une circulaire où leur sera soumis le plan d'action qu'il compte lui-même employer.

Envoyer toutes communications au Comité 27, rue Villeroi, Lyon.

## Le Pouvoir et les Instituteurs

Allons ! les beaux jours renaissent, nous allons pouvoir employer notre activité à des besognes plus utiles et plus urgentes que les discussions stériles et déprimantes sur l'individualisme, l'hypnotisme, et autres fadaïses.

Le pouvoir frappe à coups redoublés sur la classe ouvrière, hier c'était : les militants du bâtiment déferlés en correctionnelle pour le sou du soldat, quinze postiers révoqués ; Tamburini, expulsé. Aujourd'hui, les instituteurs, à leur tour sont victimes de la répression. Ils ont eu le tort dans leur congrès d'afficher leur sympathie pour la classe ouvrière et leur attachement à la C. G. T.

Bien mieux, ils se sont solidarisés avec les victimes de la répression gouvernementale en adhérant à l'organisation du sou du soldat.

Brutale, la réponse du gouvernement ne s'est pas fait attendre.

Les instituteurs sont invités à dissoudre leurs syndicats.

Obéiront-ils ? Il y a des chances pour qu'ils ne tiennent aucun compte de cet ordre, et alors la lutte va s'engager, entre les instituteurs — soutenus par tous les fonctionnaires qui veulent leur affranchissement, avec l'appui des organisations confédérées — et le pouvoir.

L'importance de cette lutte ne doit pas nous échapper. De son issue dépend l'éducation de nos enfants. Si le gouvernement est vainqueur, c'est encore pour longtemps le mensonge inoculé dans leurs jeunes cerveaux ; c'est leur mentalité façonnée à la servage par une éducation faussée. Au contraire, les instituteurs vainqueurs, et pour nous la possibilité, de débarrasser leur instruction de tout le fatras de mensonges et d'inepties imposés. C'est la facilité d'en faire des hommes conscients éclairés sur leurs droits et non des esclaves au service du capital.

Aussi nous ne devons pas nous renfermer dans le rôle de spectateur ; cette lutte nous intéresse à un trop haut point pour que nous n'apportions point tous nos efforts aux instituteurs.

Chaque fois que l'on a fait appel à notre action en faveur des victimes de l'Etat nous avons répondu : présent !

Pour les révoqués de P. T. T. nous n'avons pas hésité à employer notre seule et unique arme, pendant et après la grève des cheminots nous avons apporté notre modeste concours.

Eh bien, si le gouvernement frappe les instituteurs, si à nouveau il jette sur le pavé des pères de famille et si par sa faute la misère et la faim guettent des innocents, reprenons nos promenades nocturnes et cette fois sans bluff intempestif, sans fanfaronnades inutiles.

Agissons fermement jusqu'à la défaite du pouvoir.

Et cela vaudra beaucoup mieux que de se réunir chez un bistrot pour lire... en chœur *Force et Matière*.

Maréchal.

## Lettre ouverte à M. Ferrand, médecin assistant au sanatorium de Brévanne

Sous votre masque impassible, je croyais qu'il pouvait exister une humaine misère ; mais je me suis aperçu que votre cœur est aussi dur que votre visage, que votre esprit est aussi veule que peut être hypocrite votre regard.

Lors de la manifestation des malades de Brévanne, — manifestation ayant pour but de protester au sujet de la mauvaise nourriture — vous avez donné par votre attitude, la mesure complète de ce que vous valez. Vous vous êtes fait le plat valet du directeur. Celui-ci ayant été troublé dans son auguste tranquillité, et voulant exercer sa vengeance, vis-à-vis des manifestants, il avait besoin pour cela faire de la complicité d'une compétence officielle. Il s'est adressé à vous et vous n'avez pas hésité à fouler aux pieds votre dignité et vos responsabilités morales professionnelles.

Vous m'avez présenté dans un rapport comme un être dénué de bon sens et comme un détraqué. Pourriez-vous me dire pourquoi je suis dénué de bon sens ? C'est sans doute parce que j'ai l'habitude de me révolter contre les injustices.

Pourriez-vous aussi me dire pourquoi je suis un détraqué ? C'est peut-être qu'à votre encontre je ne dissimule pas assez ce que je pense.

Cependant votre duplicité est maladroite ; et si je m'en tiens aux termes de votre rapport, vous considérez vos collègues comme des imbéciles. Et pourriez-vous encore me dire ce que ma mentalité a de commun avec la maladie de poitrine pour laquelle j'étais soigné à Brévanne.

Benoît-Gonin.



# Ce qu'on disait hier

Nous reproduisons sans commentaires les discours que Gustave Hervé fit, au Tivoli, en réponse à M. Jaurès en décembre 1908 :

Citoyens, camarades, Je m'excuse tout d'abord de m'être invité moi-même à ce meeting, sans y être prié par la Fédération de la Seine. Je m'en excuse auprès du citoyen Jaurès que je prie de ne point voir dans mon intervention une intention de lui être personnellement défavorable. Et pour rassurer notre président, le citoyen Vaillant, je lui déclare de suite que si je viens ici en contradicteur, c'est en contradicteur socialiste, tant que le parti unifié sera supportable pour tous les socialistes.

Et si j'interviens dans ce débat, c'est, précisément qu'à Toulouse, le Parti me semble s'être orienté dans une voie qui aboutira fatalement à une scission, s'il y persévère ; et, que sans se rendre compte peut-être, il a commencé à violer le pacte d'unité que nous avons tous signé il y a trois ans.

Les idées que j'exposerai ce soir, ce sont celles que j'ai soutenues lors de la formation du parti unifié ; je les avais alors ; je les ai affichées à cette époque, alors comme aujourd'hui, j'étais anti-parlementaire, alors comme aujourd'hui, j'étais pour un rapprochement avec les communistes anarchistes, que je considère comme des alliés et des camarades de lutte.

## LA PHYSIONOMIE DU CONGRÈS DE TOULOUSE

N'avez-vous pas été frappés, camarades, de la façon différente dont la bourgeoisie a accueilli l'œuvre des Congrès de la C. G. T. à Marseille, et du parti socialiste à Toulouse ?

Après Marseille, c'étaient des menaces, des injures, des ordures versées à plein tonneau sur les épaules des socialistes et les sans patrie de la C.G.T.

Après Toulouse, c'étaient de bonnes paroles, des gestes amicaux à l'adresse des unifiés qui enfin devenaient raisonnables.

Cet accueil fait à la motion de Toulouse par les radicaux qui, depuis deux ans, menaient contre nous une guerre au couteau, qui depuis deux ans soutenaient ou laissaient faire Clemenceau, devrait déjà vous rendre suspecte l'œuvre du Congrès socialiste.

Si vous saviez ce qui s'est passé, vous comprendriez la joie de nos adversaires.

Vous croyez peut-être qu'après deux ans de ministère, Clemenceau et de réaction radicale, le Congrès de Toulouse s'est préoccupé de rechercher les moyens de faire payer aux radicaux le prix de leurs persécutions contre la classe ouvrière ?

Détrompez-vous ! Les radicaux n'ont pas été mis sur la sellette.

Et savez-vous ceux qu'on y a mis à leur place ?

Nous : ceux qu'on appelle les anarcho-blancquistes, ou les anarcho-syndicalistes, parce que nous nous moquons des succès électoraux.

Pendant cinq jours, ce fut une charge à fond contre nous.

On put entendre un délégué, parlant au nom d'une fraction importante du parti — je dois dire que c'est au nom d'une fraction à laquelle Jaurès n'appartient pas — prononcer un réquisitoire plus haineux que ceux que j'ai jamais entendus de la bouche des avocats généraux en cour d'assises.

Voulez-vous mieux encore saisir la physionomie et les tendances du Congrès ?

Au début, il était question de l'exclusion de quelques réformistes d'extrême-droite, ceux que j'appellerai les énergumènes de l'action électorale : les citoyens Brousse, Heppenheim, Breton. A la fin, il n'est plus question du tout de leur exclusion, dont personnellement je n'étais pas partisan, Jaurès le sait.

Il ne fut plus question, à la commission, que d'exclure qui ?

Nous... ceux de l'extrême-gauche ?

Nos amis, au Congrès, ont été tellement ahuris, tellement abasourdis de cette averse, à laquelle ils ne s'attendaient pas, qu'ils ont voté la motion d'unanimité qui est la plus belle condamnation qu'on puisse imaginer de nos idées.

## LA MOTION DE TOULOUSE

La motion de Toulouse contient quelques bonnes choses : seulement, ce sont toutes celles qui sont étrangères à l'action du parti.

Il est dit d'excellentes choses sur l'action syndicale et sur l'action coopérative.

Le parti daigne reconnaître l'importance capitale de ces deux actions. C'est bien.

Il consent même à reconnaître à la C.G.T. le droit de faire de l'action directe, et de se préoccuper de la grève générale.

Le parti socialiste est vraiment bien aimable.

Mais la C.G.T. n'a pas attendu son autorisation pour se livrer à cette action directe.

Elle veut être autonome, indépendante du parti.

Elle le prie même de ne pas s'occuper d'elle.

L'organisation coopérative, elle aussi, veut se développer en toute autonomie, et elle veut presque partout que les coopératives ne soient pas des vaches à lait qui servent à payer les frais d'élection du parti socialiste.

Tout ce que dit la motion de Toulouse sur la C.G.T. et sur l'organisation coopérative est parfait.

Mais ce n'est pas là ce qu'on demandait au parti.

On lui demandait de définir ce qu'il est, lui, en tant que parti politique, bien distinct de l'organisation syndicale et coopérative.

Sur ce point, il a répondu, mais quelle réponse !...

La motion de Toulouse dit bien que nous voulons socialiser entièrement la propriété, c'est une clause de style, un cliché que Briand et Viviani sont toujours prêts à signer : ça n'engage à rien.

Il est question aussi du recours suprême à l'insurrection : mais pour ne pas effaroucher la bourgeoisie radicale, on accroche ce droit à l'insurrection à la vieille Déclaration des Droits de l'Homme, et on en profite pour administrer un coup de patte à ceux qui lanceraient le prolétariat dans « des escarmouches où les travailleurs se jetteraient à l'aventure contre toutes les forces de l'Etat bourgeois ».

On y déclare que le parti socialiste est un parti de révolution : mais la révolution n'y est pas ce que vous croyez, ce que le bourgeois entend par ce mot, un mouvement insurrectionnel triomphant, venant précipiter l'évolution, et substituer une nouvelle organisation sociale à l'ancien régime.

La révolution, pour les unanimes de Toulouse, c'est un ensemble de réformes s'ajoutant les unes aux autres, réformes légales et parlementaires, au bout desquelles triomphera « la réforme totale », la réforme de la propriété.

Et pour que vous n'ignoriez pas qu'il s'agit de réformes légales et parlementaires, la motion se termine par, cette déclaration :

« Le parti considère comme un devoir essentiel de ses militants de travailler par l'action électorale à accroître la puissance parlementaire et législative du socialisme. »

(A suivre.)

## CONGRÈS des Jeunesses syndicalistes

1. Rapport moral et financier.
2. Marche générale des Jeunesses.
3. Organisation des J. S. de la Seine et fusion de toutes les Jeunesses de la Seine avec réunions mensuelles interjeunesses.
4. Création d'une Caisse uniforme pour toutes les Jeunesses de la Seine et timbres de contrôle.
5. Création d'une Caisse de solidarité pour les victimes de l'action.
6. Création d'un Bulletin mensuel des J. S.
7. Etude sur la question de l'apprentissage.

Telles sont les questions à l'ordre du jour du Congrès qui se tiendra ce dimanche, 30, rue Grange-aux-Belles.

Elles sont bien brièvement exposées, aussi convient-il de dire que chacune nécessitera un développement spécial, capable d'élargir le débat et le ramener sur un terrain d'étude qui sera profitable à chacun.

Il est bon, en tout cas, de remarquer que l'effort fait par les J. S. aboutissent à un résultat qui ne fait que nous satisfaire. Nées d'hier, elles se sont progressivement développées, au point de pouvoir déléguer au Congrès 80 jeunes gens, représentant une vingtaine de Jeunesses qui, toutes, ne demandent qu'à vivre et grandir.

Et elles grandiront si, sur le chemin à parcourir, ne se trouvent des obstacles dangereux ; elles grandiront si elles savent éviter les déviations de toutes sortes.

Ce qu'il faut d'ores et déjà c'est s'écarter énergiquement du corporatisme étroit et mesquin, car pour les jeunes surtout il est nécessaire de s'imprégner fortement d'un esprit de solidarité prolétarienne, c'est-à-dire ne pas lutter exclusivement pour une amélioration matérielle plus ou moins illusoire, mais batailler incessamment pour l'affranchissement définitif.

Ce qu'il faut encore dans les Jeunesses c'est éviter comme la peste de s'approcher du gouffre dangereux de la politique.

Tout parti socialiste ou autre ne peut représenter effectivement la classe ouvrière. Il ne peut que la tromper et se servir d'elle pour se hisser au pouvoir, d'où il la crachera insolemment. Il faut que le mouvement économique s'accomplisse en dehors de toute idée politique sans se préoccuper des avertissements plus ou moins intéressés de ceux qui voudraient voir marcher les syndicats à la remorque d'un parti.

Mais ce qu'il faut surtout dans les groupes de Jeunesses, c'est se placer nettement sur le terrain éducatif.

Education proprement dite, éducation par l'action. Voilà l'indispensable. Meubler les jeunes cerveaux d'un bagage de connaissances sans songer pour cela à en faire des puits de science bons tout au plus à bavardeur métaphysique. Mais il faut malgré tout que les Jeunesses actuelles soient des pépinières de militants pour l'avenir, des capables de prendre nettement position dans la mêlée sociale, capables de lutter avec force et persévérance pour les convictions qui les animent, les idées qui leur sont chères.

Pour cela, il faut qu'ils connaissent leur valeur sociale (valeur de producteurs), qu'ils sachent ce qu'ils sont dans la société actuelle (esclaves de la production) et ce qu'ils peuvent et doivent être dans la société future (bénéficiaires de la production). Voilà, à mon avis, l'éducation à faire, qui donnera aux jeunes une foi et un idéal ardent capables de faire naître en eux la ténacité et le courage nécessaire pour mener à bien la lutte implacable contre la société bourgeoise en dégringolade.

Pour finir, un dernier mot : je crois fermement que cette triple besogne (car j'y ajoute le plaisir), active, éducative, récréative doit se faire dans le sens des Jeunesses actuelles, gardant leur autonomie propre. Œuvre d'ensemble certes quand les circonstances l'exigeront, mais, en général, il est bon, nécessaire même que l'initiative parte d'en bas pour qu'elle soit plus féconde et plus vaste. Ne pas se laisser absorber par un Comité quelconque autorisé à décider et à prévoir. Mais considérer plutôt celui-ci, non pas seulement comme un scribe enregistreur, mais simplement comme le lien, l'organe entre les Jeunesses pour rapprocher celles-ci et souder davantage l'esprit de solidarité et de camaraderie qui doit les animer.

Marcel Vergeat,  
De la Jeunesse de la Métallurgie,

## Pour l'affiche de la Classe

Le départ de la classe approche. Encore un mois et les jeunes camarades, signataires de l'affiche, refusant de partir à la caserne, veulent désertir, partiront pour la frontière.

Déjà traqués par la police, qui voudrait l'arrêter pour entraver notre action, le camarade Eug. Maudin, qui était chargé de recueillir l'argent, pour tirer notre affiche, a dû prendre les devants et partir à l'étranger.

Cela n'empêchera pas notre affiche de paraître. On peut traquer ou arrêter les camarades qui s'en occupent, cela ne nous gênera pas, d'autres énergies surgiront et l'affiche paraîtra.

Mais pour cela il ne faut pas seulement des copains énergiques à la tête, il est nécessaire également que les listes de souscriptions circulent partout dans les pays, dans tous les groupes, car pour tirer une affiche comme celle-là, qui devrait être apposée dans toute la France, il faut, comme toujours, malheureusement, de l'argent, beaucoup d'argent.

Déjà une centaine de francs est parvenue au groupe, il en faut encore le double pour pouvoir tirer l'affiche et manifester et si les camarades veulent s'en donner la peine, nous les trouverons.

Il est absolument nécessaire qu'une affiche comme celle-là paraisse, le retentissement qu'elle aura, sera d'un bénéfice énorme pour la propagande et surtout pour affirmer le vrai anti-patriotisme qui est le nôtre.

Beaucoup de listes de souscriptions ne sont pas revenues, que ceux qui les détiennent récoltent et nous envoient au plus vite des gros sous.

Il faut, absolument qu'au 20 septembre tout l'argent nécessaire soit rentré.

Ne désespérons pas, il est encore temps, avec beaucoup de courage, nous y arriverons.

Pour les copains de Paris et du département de la Seine  
A l'effet de s'entretenir et de trouver des copains décidés à s'occuper sérieusement de la besogne, une réunion aura lieu : samedi 4, d'oct à 8 h. 30, salle Chapot, 5, rue du Château-d'Eau.

Envoyer les fonds en bons de poste et non en mandats au camarade Georges Leconte, au Libéraire, 15, rue d'Orsel.

## AIDONS-NOUS

Un camarade typographe de profession, se trouvant sans emploi et traversant une situation pénible, prie les copains qui connaissent une place de lui lui indiquer au plus tôt. Ferait aussi le correcteur. S'adresser au Libéraire.

## Un Livre Utile

Moyens d'éviter la grossesse, par G. Hardy. 1 fr. 25 franco, 1 fr. 40 recommandé. Cet ouvrage est précédé d'un exposé des motifs individuels, familiaux, sociaux de vulgariser la préservation sexuelle. Il est divisé en deux parties :

- 1° Notions sur la génération, union sexuelle, fécondation ;
- 2° Moyens d'éviter la conception, à employer soit par l'homme, soit par la femme. Tous les procédés jusqu'ici connus d'éviter la grossesse sont ensuite exposés en détail, matière dont ils sont fabriqués, manière de les employer, nettoyage, entretien en bon état, avantages et inconvénients, etc... Sous ce rapport, cette brochure est certainement la plus complète qui ait paru jusqu'ici.

## Camarades,

par tous les moyens  
venez en aide

au LIBERTAIRE

# Dictature, Guerre, Militarisme

A propos de Napoléon, par Tomaso Concordia (un volume avec nombreuses illustrations hors texte ; prix, 2 fr. Editions de La Pace, à Gênes, Italie).

Dictature, guerre, militarisme, monstre à trois visages, toujours tapi dans la brousse des démocraties, et dont la foule a fait une Divinité. Et cette divinité a nom Napoléon.

Napoléon !... Si affreux que cela soit, il faut bien en convenir : ce nom est encore entouré d'une vénération sans bornes ; la vie de celui qui le porta est toujours, à l'exception d'une minorité clairvoyante, quelque chose d'effrayant, de miraculeux, de quasi divin. Ses tares répugnantes, ses crimes, son effroyable défaite finale, sont comme lettre morte pour l'univers courbé d'admiration.

Que d'hommes intelligents entretiennent à son endroit un fétichisme de nègres ignorants et têtus ! Quant à la foule, il suffit d'évoquer l'ombre du bandit Corse : la dictature, le militarisme, cessent soudain d'être un objet d'horreur pour la plupart. Electrisés, grisés d'une folle gloire, les foules alors oublient tout : les désastres sans nom, la tyrannie la plus abjecte, la misère, la famine, les carnages colossaux ! Avec enthousiasme, avec une allégresse démente, les têtes sont prêtes, on le sent, à se tendre vers le joug, vers l'abattoir !

On peut dire que ce nom est un des plus gros dangers du prolétariat en mal d'émancipation. Et cela pour diverses raisons, dont celle-ci : Napoléon incarne le culte de la Force Brutale. Qu'on ne s'y trompe pas, la force — la force brutale, — est une espèce de religion barbare sous laquelle se courbent les peuples les plus civilisés. Ils sont rares, ceux qui n'acceptent pas en fatalistes les coups de la Force brutale. Religion qui a ses apologistes (historiens, publicistes), ses prêtres (toute la gent galonnée qui vit de l'autel), ses vieilles idoles (César, Alexandre, etc.), dont la principale est Napoléon, qui, parce que plus près de nous, frappe davantage.

Aussi est-il tout naturel, lorsqu'on veut combattre une telle religion (et avec elle son monstrueux produit : dictature, guerre, militarisme), qu'on s'attaque à Napoléon, sa figure la plus représentative. C'est ce qu'a fait le camarade Tomaso Concordia dans un volume tout vibrant d'amour pour l'Humanité, la Liberté, la Justice.

Est-ce à dire que la Justice peut se passer de la force et que le prolétariat n'en aura pas besoin pour triompher des forces mauvaises qui l'oppriment ? Nullement. Mais tant la Force est belle, bienfaisante, lorsqu'elle est au service d'une idée, d'une noble aspiration, autant elle est exécrable lorsqu'elle n'est que la force brutale, qu'elle n'incarne que l'esprit de conquête et de domination, lorsqu'elle est, en un mot, au service de la Tyrannie.

La guerre est l'expression naturelle de la force ainsi comprise. Il n'est donc pas d'œuvre meilleure que celle de rappeler toutes les horreurs de la guerre, toute la férocité des conquérants, toute leur brutalité sans objet, ou du moins sans autre objet que leur égoïsme de bêtes fauves assoiffées de domination et de carnage ; cela, on ne saurait trop le répéter aux peuples râlants sous le joug des tyrans, aux peuples toujours prêts à servir d'holocauste sur les champs de bataille.

Et sans doute il est une manière de frapper les esprits simplistes des foules, toujours la même : celle qui consiste à mettre en regard de l'égoïsme sauvage des conquérants et de leur œuvre de mort, l'abnégation, le désintéressement, l'élévation morale des grands bienfaiteurs de l'humanité, dignes, ceux-là, d'une admiration sans réserve. Sous ce rapport, le travail de Concordia mérite d'être loué hautement. Napoléon empereur des soudards, Dieu des apaches, est violemment mis en relief, par notre camarade, au moyen d'un choix judicieux des faits historiques. La haine du Monstre, une haine toute communicative, une haine engendrée par les plus nobles sentiments esthétiques, libéraires ou simplement humains, circule, comme une traînée de flamme vengeresse, tout au long de ces pages. Un amour exalté de la Beauté, de la Liberté, de la Justice Sociale, s'y exprime dans sa belle intensité.

A l'admiration quasi universelle inspirée, grâce aux éducateurs, aux dirigeants, aux mille thuriferaires de la gloire sanglante, par l'obsédante figure du sinistre bandit Corse, Concordia oppose eloquemment l'admiration motivée des génies de la pensée, de l'art, de la science.

Un tel livre ne pouvait être qu'un bon livre, une bonne action.

S'ensuit-il que la légende Napoléonienne puisse être détruite par des œuvres semblables ; s'ensuit-il que la fascination du « plus grand conquérant des temps modernes » ne doive plus exercer ses ravages, à supposer que de telles œuvres soient répandues à profusion ?

Hélas, on ne peut guère l'espérer. On ne peut pas l'espérer parce que les raisons profondes d'admirer n'en subsistent pas moins. Ce sont ces raisons profondes qu'il faut atteindre si l'on veut frapper au cœur de la « légende de l'Aigle ». Nous allons essayer d'indiquer comment.

Notons d'abord que la force brute subjugue

l'esprit humain et qu'il n'en peut être autrement. L'admiration éclate, instinctivement, et tous les raisonnements, tous les sentiments, ne peuvent rien là contre... Sauf dans un cas, un seul : sauf le cas du danger personnel, imminent !

Une éruption volcanique, un orage, un tigre bondissant sont, autant qu'un beau lac, une belle femme ou une belle montagne, des spectacles de la nature. Napoléon doit être aussi considéré de ce point de vue. Mais qui aurait vu son unique maison détruite par un volcan, qui aurait eu les côtes broyées par un tigre ou le corps demi-paralysé par la foudre, ne pourrait éprouver que de l'horreur pour ces « spectacles ».

Cas spéciaux. Il est normal d'admirer. Les hécatombes napoléoniennes épouvantent, mais elles ont un air d'épopée. Des actes dont l'horreur est sans beauté, l'histoire en est pleine : C'est le roi de Naples, appelé le roi Bomba, qui fit détruire à coups de canon une ville de son royaume, Messine ; c'est ce tsar qui convertit Varsovie en un désert de décombres fumantes ; c'est la bourgeoisie de 1871 noyant dans le sang de 35.000 Parisiens l'héroïque mouvement du 18 mars ; c'est Abdul-Hamid faisant égorger et martyriser 300.000 Arméniens...

Pourtant, dira-t-on, si l'on ne peut se défendre d'admirer les volcans, les grands fauves, les orages, on fait tout pour s'en préserver. Oui, mais n'oublions pas qu'il n'y a là ni vanité nationale en jeu, ni gloire à espérer, et que cette gloire, c'est avec le sang des autres que chacun compte la conquérir.

Pour convaincre, il n'est vraiment qu'un procédé infailible : intéresser le « moi », faire trembler pour leur propre peau, tous ceux auxquels on s'adresse.

Dans le cas Napoléon, il faudrait montrer qu'il est responsable des armements à outrance, du mal qui en résulte, de l'arrêt de l'Europe dans la voie du progrès social pour un siècle peut-être. De ce point de vue, tous ceux qui souffrent atrocement — hélas, ceux-là seulement ! — de l'état social actuel, maudiraient la mémoire du féroce egoïste, du sinistre « conquérant » que fut Napoléon.

Enfin il faut être juste, ce moderne Jéhovah fut un produit du temps ; c'est aux peuples à veiller à ce que les circonstances qui causèrent son ascension ne se renouvelent pas. La grande ennemie de la révolution, c'était l'Angleterre (elle dépensa 20 milliards dans sa lutte contre la France jusqu'à la chute de l'empire) ; la campagne d'Egypte, suivie d'une campagne aux Indes, pouvait la dompter : jusque-là, le vainqueur d'Arcole avait bien mérité de la révolution. Parvenu à l'Empire, Bonaparte ne sut qu'abrutir la France. Mais, hélas, elle n'attendait que cela. La bourgeoisie dominante était avide de jouir de ses rapines : il lui fallait un maître pour contenir la « plèbe ». Ce maître lui coûta cher, et plus encore au progrès, à la civilisation. Cependant la classe infâme des parvenus n'a pas changé : qu'elle se croie menacée dans ses privilèges, elle n'hésitera pas à faire appel au sabre sauteur. Et dans ce but, elle entretient de tout son pouvoir le culte de Napoléon.

Ses historiens en ont fait un des plus grands génies de l'humanité ; il suffit que l'Europe ait été subjuguée en son nom ; la part prépondérante qu'y prirent ses généraux, la revanche terrible de l'Europe, comptent à peine à leurs yeux. Mais la vérité se fait jour tout de même. Depuis le général Jung qui dressa contre Napoléon ses formidables critiques ; depuis Proudhon et son puissant réquisitoire, malheureusement resté inachevé, des documents : mémoires, archives, correspondances, ont été publiés qui rabaisissent singulièrement le « grand homme ».

Il faut souhaiter vivement qu'un continuateur de Proudhon, utilisant les éléments historiques récemment mis au jour, nous donne un Napoléon aussi près que possible de la vérité. Le Napoléon de la légende y laissera certainement une bonne partie de son brillant plumage ; car bien des talents furent prêtés par ses courtisans au Parvenu, parvenu de l'empire, parvenu de l'histoire.

Et ce sera là, non pas œuvre mesquine de petit esprit heureux d'abaïsser le Génie, mais œuvre pie d'historien véridique. Armés ainsi, les hommes épris de progrès, d'humanité, de justice, pourront alors frapper à la tête le Moloch militarisme. Par tout un siècle d'adulation, de respectueux ébahissement, Napoléon est devenu cette tête exécrable. C'est là, encore un coup, qu'il faut frapper !

Il est des morts qu'il faut qu'on tue.

Cela est plus vrai, plus nécessaire pour Napoléon que pour n'importe quel autre mort.

Silvaire.

## APPEL

aux Militants, Groupes, Loges, Syndicats, Coopératives, etc.  
pour la publication du 17<sup>e</sup> numéro du « PLOUPOU DE L'YONNE »

Malgré les acquiescements successifs dont le Ploupou bénéficie, au grand dam des gouvernants, notre ex-défenseur, celui qui siège aujourd'hui à la Justice, vient d'arracher au jury de l'Yonne une condamnation. Notre gérant a été condamné à huit mois de prison.

C'est toute une tradition de libéralisme qui se trouve ainsi rompue.

Signe des temps ! La pourriture réaction-



naire qui se manifeste a réussi a atteindre un jury républicain qui, jusqu'ici, s'était énergiquement refusé a condamner pour délit d'opinion.

Mais cet incident, loin de nous abattre, n'a fait que stimuler notre ardeur.

Plus que jamais, nous sommes décidés a nous élever contre les fautes et les crimes du militarisme; plus que jamais aussi, nous désirons instruire et catéchiser les fils du peuple qui partent a la caserne.

C'est pourquoi, en octobre prochain, nous ferons paraître a la barre des juges de Son Excellence Aristide Briand le 17<sup>e</sup> numéro du *Pioupiau*, qui constituera, d'ailleurs, la meilleure réplique a la condamnation dont on a cru nous accabler.

Donc, que tous les camarades syndicalistes, libertaires qui, jusqu'ici, ne nous ont pas marchandé leur concours, réclament immédiatement a l'administrateur du *Pioupiau*, 52, rue Thénard, Sens, nos listes de souscription, et s'ingénient a récolter des gros sous. Les sommes recueillies devront être parvenues a l'administration avant le 15 septembre.

Nous comptons sur le dévouement de tous pour nous aider et pour assurer au *Pioupiau* N° 17 la plus large diffusion.

A bas le Militarisme !  
Vive le *Pioupiau* N° 17 !

La Commission de Rédaction et d'Organisation.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration, ainsi que les demandes de liste de souscription et les fonds a l'administrateur du *Pioupiau*, 52, rue Thénard, a Sens (Yonne). Nous prions les camarades qui nous retourneront leurs listes et qui ont droit a autant de numéros qu'il y a de fois 10 centimes souscrits, de nous fixer, quand le chiffre leur paraît trop élevé, le nombre de numéros qu'ils désirent recevoir.

Rappelons que le *Pioupiau* est envoyé gratuitement a tous les conscrits de l'Yonne.

## BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :  
*Les Trois Complices*, par René Chaughli.  
*Le Travail de l'Enfance dans les Verrières*, par Delant.

*Du Fond de l'Abîme*, lettres d'E. Roussel. Ce que valent les Anarchistes, par G. Rhonar.

*Action Syndicaliste* (Jouhaux).  
*Les Accidents du Travail*, par F. Penz.  
*La Loi Millerand* (Vie Ouvrière).

Paraitra le premier septembre :  
*Le Cri du Soldat*, journal antimilitariste, bi-mensuel.

Rédaction et administration : Emile Audin, 51, rue des Sept-Arquets, Pantin.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

Abonnements : — France : 3 fr. par an ; — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois. — Etranger : 4 fr. par an ; — 5 fr. 50 pour 6 mois.

La Vie Ouvrière, revue syndicaliste bi-mensuelle, paraissant le 5 et le 20 de chaque mois.

Sommaire du numéro du 20 août 1912 :  
La Semaine anglaise en France : VI. A l'Imprimerie Skipper, au Bourget (Seine) (Vial-Collet). — VII. Les Appréteurs de Roanne (F. Daidier). — VIII. Les Fourneurs de Lyon (Bernavon).

Vers la Grève générale politique (J. Jacquemotte).

L'Affaire Léger (G. Arelle).

A Travers les Revues : Le syndicalisme féminin aux Etats-Unis (P. Monatte).

La Quinzaine sociale. — Les faits. — Notes et documents : La justice de M. Briand et de ses compères. — La Semaine sociale de Limoges et la Semaine anglaise. — Le Syndicat international des fabricants de glaces. — Les prochains Congrès.

Administration et rédaction : 96, quai Jemmapes, 96, Paris (X<sup>e</sup>).

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

## CHARLEVILLE

Groupe anarchiste communiste

Appel aux camarades :

Quelques camarades s'étant réunis le dimanche 18 août pour la formation d'un groupe, il a été décidé qu'un appel serait fait a tous les camarades anarchistes et révolutionnaires qui voudraient adhérer au groupe ou se mettre en relations avec lui.

Celui-ci vient de perdre leur temps et leur santé dans les cafés, et se disent obscurément qu'il est une vie plus intelligente et harmonieuse que celle qui leur est imposée par une société mourante. Que viennent a nous les vieux compagnons désabusés par une vie de lutte ; ils mettront leur expérience au service des jeunes et tous ensemble nous chercherons les meilleurs moyens de nous libérer par nous-mêmes.

Nous invitons tous ceux qui veulent réfléchir et discuter a assister a la réunion qui aura lieu le dimanche 1<sup>er</sup> septembre, a 3 heures du soir, salle du café Bourgeois, place Nevers.

TROYES

Dimanche 1<sup>er</sup> septembre, réunion des camarades du groupe d'entente économique et d'éducation sociale, a 3 heures de l'après-midi, chez le camarade Teste, rue de Gournay 36.

F. C. A. Groupe du 13<sup>e</sup>. — Mardi 3 septembre, causerie par Ragon du syndicat des locataires. Pour le sujet et la salle, voir la B. S. du jour.

Discussion au sujet de l'organisation d'un meeting pour le départ de la classe.

F. C. A. Groupe du 12<sup>e</sup>. — Réunion samedi 31 août a 8 h. 1/2 du soir, au petit bar, boulevard Diderot, n° 27 ter. Causerie sur la propagande a entreprendre.

HIRSON (Nord).

Des camarades d'HIRSON voudraient-ils se mettre en relation avec les camarades de la B. S. du jour, Félix-Faure a Saint-Quentin, pour la formation d'un groupe néo-malthusien.

LYON

Samedi 31 août grand meeting en faveur de Roussel a Saint-Fons.

GRANDE TOURNÉE E. GIRAUT

Le camarade E. Giraut, va entreprendre, dès les premiers jours d'octobre, une grande tournée de conférences dans le centre, le sud-est et le midi.

Les sujets auront trait aux questions syndicalistes et révolutionnaires, les plus à l'ordre du jour.

Les organisations ouvrières des villes suivantes, sont priées de se mettre de suite, en rapport avec lui.

Nièvre, Montargis, Orléans, Bourges, Nevers, Moulins, Châteauneuf, Montluçon, Limoges, Angoulême, Barbezieux, Bordeaux, Dax, Bayonne, Biarritz, Pau, Tarbes, Toulouse, Pamiers, Foix, Lavelanet, Quillan, Carcassonne, Lézignan, Narbonne, Béziers, Agde, Cîteaux, Montpellier, Arles, Salon, Marseille, La Ciotat, Toulon, La Seyne.

Pour les détails d'organisation de conférences gratuites ou payantes, s'adresser de suite a E. Giraut, a Bezons, (Seine-et-Oise).

LONDRES

Groupe d'études sociales, 99, Charlotte Street (Bedford passage). Causeries tous les samedis. Causerie des 51 août par Camburini sur : Le mouvement ouvrier a Marseille.

## SOUSCRIPTIONS

Le camarade Cros, des maréchaux de Boulogne nous prie d'annoncer qu'il a versé entre les mains du trésorier des maréchaux le camarade Polot, la somme de 17 fr. 30, produit d'une souscription au bénéfice du camarade Jacquemin emprisonné pour délit de presse.

LIBERTAIRE

Tissier, 0 50 ; Lopez, 0 50 ; Pommerel, 0 50 ; Lanoff, 0 50 ; Pilon, 1 fr. ; Plammin, 1 50 ; Groupe Vichy, 3 fr. ; Debout, pour repandre le Lib. 0 30 ; Pour que le Lib. tire a 50 milles 0 30 ; Zisly, 1 fr. ; Un anarchiste conscient, 0 50 ; Montjelli, 1 fr. ; Geerts, 0 35 ; Liste 344, Guillemette, 4 fr. ; Arthur, 0 30 ; A. Vilain, de la part d'antialcooliques, 2 fr. ; Collange, 0 25 ; Groupe de Saint-Quentin, 5 fr. ; E. Vigné, 0 50 ; Collange, 0 50 ; Silo, 0 25 ; Vanloup, 1 fr. ; La Breche, 0 25 ; René Brochon, 0 40 ; Biot, 1 fr. ; Suisse, 1 fr. ; Content, 0 40 ; Marceau, 0 20 ; Un anarchiste conscient, 0 50 ; Citoyen conscient, 0 25 ; idem, pour la F. C. A. 0 50 ; Lac Ernest, 1 50 ; Le Meillour, 1 50 ; Un P. T. T. 0 50 ; Soudry J. I. fr. ; Bru, 2 fr. ; Anonyme, 2 50 ; X., 3 fr. ; Firmin, 0 50 ; Groupe révol. d'Henri-Léard, pour que les gouv. crèvent, 3 fr. ; pour les inscriptions maritimes, de la part de Mme Kerbrat, 1 fr.

ENTRAÏDE

F. Commine, 1 50 ; Arthur, 0 50 ; A. Vilain, 1 fr. ; Deleugiere, 0 50 ; Gérard, 0 25.

DEPART DE LA CLASSE

Collecte rue de Bretagne, 7 fr. ; Réunion de XIII<sup>e</sup> 9 fr. ; Foyer popul. 4 80 ; Maison Aster et restaur. coopér. a St-Denis, 7 25 ; Maison Breugnot, 15 fr. ; Liste Enard, 2 fr. ; Solidaria 3 fr. ; Labat, 0 30 ; Cocagne, 5 fr. ; Vacquier, 3 fr. ; Métaux du XVIII<sup>e</sup>, 3 50 ; E. Norot, 5 fr. ; G. Oloeste, 1 fr. ; Liste Norot, 3 50 ; Reçu au Libertaire 4 50 ; Tout le monde 2 75 ;

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Arthur 0 50.

Rectifications : Guillemette, 13 fr. au lieu de 1 30 ; Genet, au lieu de Genot 11 85.

Petite Correspondance

V. Loquier, d'Epinal, informe les camarades de partout et particulièrement Maurice Bousquet, qu'il regrette d'avoir a rappeler a des anarchistes qu'une de leurs principales caractéristiques doit être l'esprit d'examen et d'analyse. N'affirmer ni n'infirmer a priori sans savoir.

Bonafous remercie les camarades qui cette semaine encore lui ont envoyé leurs arguments sur l'affaire des anarchistes de la rue Ordener. Il demande l'adresse de V. P. F.

Barrille prie les camarades qui pourraient lui indiquer ou lui procurer du travail de lui écrire et de lui donner des renseignements.

soignements a Berck-Plage. Il prévient également les camarades que sa compagnie prendrait des enfants de 4 a 12 ou 13 ans ou même des jeunes filles ayant besoin de l'air de la mer.

Le Chien. — Passe au journal samedi après-midi.

S. Deaugrand. — Il y a malentendu au sujet de votre poésie. Ne pouvons insérer. Tenons manuscrit a votre disposition.

L. Forichon. — Nous sommes d'accord.

J. Soudry. — Des copains demandent mon adresse, la voici : 19, boulevard de Courbevoie (Seine).

Bonafous prie les camarades de la banlieue qui pourraient lui organiser des conférences de lui écrire au Libertaire. Le sujet traité est : Comment nous aurons la guerre ? Comment nous y répondrons ?

Donner indications précises sur la salle, le nombre affiches, etc.

Donner indications précises sur la salle, le nombre affiches, etc.

Donner indications précises sur la salle, le nombre affiches, etc.

Donner indications précises sur la salle, le nombre affiches, etc.

Donner indications précises sur la salle, le nombre affiches, etc.

Donner indications précises sur la salle, le nombre affiches, etc.